

## *féminisme, matérialisme, radicalisme*

Les «études féministes» obtiennent progressivement droit de cité dans les institutions, mais en même temps on assiste de la part de certaines chercheuses à un étrange mouvement de repli. Tout se passe comme si ce terme, qui commence à être reconnu, faisait peur à celles mêmes dont les travaux et les préoccupations s'inscrivent dans ce que je persiste à nommer les «études féministes».

Je continue à employer ce terme en isme, aussi insatisfaisant soit-il, parce qu'on ne peut lui en substituer aucun autre qui n'ait une connotation aussi forte, bien que différente.

Cette méfiance à l'égard du féminisme tient sans doute, pour certaines, à la peur de promouvoir une démarche qui préférerait la démonstration idéologique à l'analyse scientifique; qui imposerait un point de vue féministe comme il y eut jadis une «science prolétarienne».

Je crois que cette méfiance tient à une mauvaise interprétation du féminisme qui est perçu comme une doctrine homogène et normative; alors que pour les féministes il s'agit d'une réflexion diverse, nuancée et contradictoire, d'une pluralité d'approches qui tentent de mettre en question le statut minoritaire des femmes et la société qui le crée.

S'affirmer féministe dans ses recherches, c'est ne pas limiter celles-ci à la description statique de la condition des femmes, mais produire une analyse dynamique; ce n'est pas se soumettre à une théorie préconçue, ni imposer une grille de lecture pré-établie, mais c'est poser un regard critique et vigilant sur les présupposés masculins qui sont au fondement des différentes disciplines, dévoiler le caractère partiel et partial de démarches considérées comme scientifiques et prétendant à l'universel. C'est ne pas masquer son engagement derrière une fausse neutralité.

Si le féminisme peut apparaître à l'extérieur comme une doctrine unique, alors que tant de points de vue féministes existent, coexistent et s'affrontent, c'est sans doute que les débats à l'intérieur de ce mouvement ne sont pas suffisamment développés, explicités, rendus publics.

Je voudrais ici discuter les propositions du féminisme radical matérialiste, qui est la théorie la plus claire, la mieux définie et la plus cohérente que nous ayons en France, pour contribuer à l'expression du pluralisme et ouvrir de nouvelles interrogations. Il m'apparaît nécessaire de discuter les concepts qui ont été élaborés en les resituant dans le contexte politique qui leur a donné naissance et de les soumettre à une nouvelle réflexion dans la mesure où certains d'entre eux ont pu, dans une situation nouvelle, donner naissance à des développements dogmatiques fort contestables.

### *une théorie pour le féminisme*

Dans son premier numéro, à l'automne 1977, *Questions féministes* affirmait sa volonté d'élaborer une théorie féministe. Il s'agissait là d'une saine réaction contre une tendance diffuse mais très répandue dans le mouvement à considérer tout discours, toute théorie comme masculin; tendance dangereuse, qui renvoyant les femmes à l'intuition et au vécu les condamnait à l'impuissance. «*Il n'y a pas de raisons, en rejetant comme «masculin-oppresseur un certain discours conceptuel, d'en laisser le monopole aux hommes. L'oppression, il faut pouvoir la nommer, l'analyser pour la combattre; c'est faire le jeu de l'oppresseur que de s'interdire un savoir et des outils conceptuels, sous prétexte qu'ils ont été utilisés contre nous.»*<sup>2</sup> Faire de la théorie dans le mouvement des femmes, c'était une décision courageuse; c'était se revendiquer comme intellectuelles, ce qui n'était pas bien porté; c'était risquer d'être accusées de récupérer la parole des femmes, de faire carrière sur le féminisme; et ça n'a pas manqué; c'était aussi offrir un point de vue explicite à la critique, qui comme chacune sait est plus facile que l'art. *Questions féministes* n'était pas la seule revue de femmes; la période 77/78 connut une grande floraison dans la presse féministe. Paraissent alors : *Histoires d'Elles*, mars 77; *La Revue d'en face*, mai 77; *Parole*, printemps 78; *Le temps des femmes*, mars 78; *Femmes travailleuses en lutte* (nouvelle édition), fin 78 (*Des Femmes en mouvement hebdo* sort également, en janvier 78). Ainsi les différents courants du mouvement connaissent alors une nouvelle expression<sup>3</sup>.

1. MLF non déposé.

2. *Questions féministes*, N° 1, «Variations sur des thèmes communs».

3. Voir *Pénélope*, N°1, Liliane Kandel, «Des journaux et des femmes».

Chacun de ces périodiques se réfère à sa propre histoire, présente un projet particulier, des orientations différentes. Si on excepte *Des Femmes en mouvement*, dont la rupture est consommée avec le mouvement et qui se proclame anti-féministe, les divergences politiques des unes avec les autres: sont vues par toutes comme une source de diversité et de richesse et non comme antagoniques ou concurrentielles; chacune a son créneau mais cherche à réaliser avec les autres des initiatives communes, à faire des échanges et des rencontres, à écouter et à confronter.

Dans cet ensemble, *Questions féministes* a une place à part. La plupart des nouvelles revues cherchent à appréhender l'actualité et les différents aspects de la réalité sociale à partir d'un point de vue de femme, au demeurant fort peu défini; *Questions féministes* veut élaborer un ensemble théorique de textes et d'analyses, à partir d'un point de vue féministe radical, clairement défini, qui apparaît cohérent et partagé par toute l'équipe de la Revue<sup>4</sup>. Ainsi se dégage nettement une ligne politique par rapport à laquelle il est possible de se situer, pour ou contre.

L'article du N° 1, qui tient lieu d'éditorial, est d'autant plus intéressant à étudier aujourd'hui que l'équipe initiale de la Revue a éclaté depuis et que ce conflit a mis en lumière deux stratégies féministes incompatibles qui toutes deux continuent à s'en réclamer, proposant en quelque sorte deux lectures contradictoires d'un même point de vue théorique.

Deux principes y sont présentés comme «préalables à toute lutte féministe»: *l'appartenance de toutes les femmes à une même classe sociale et la rupture avec l'idéologie naturaliste*. Je ne suis pas sûre que toutes les féministes soient d'accord avec ces préalables qui, en tous cas, doivent être précisés et nuancés en fonction des circonstances.

### *de l'ennemi principal à la classe des femmes*

Pour fonder l'appartenance de toutes les femmes à la même classe sociale, *Question féministes* rappelle l'analyse matérialiste qui sous-tend la théorie féministe radicale. Celle-ci a été développée pour la première fois en 1970 dans *Partisans*<sup>5</sup>.

Christine Delphy montre qu'en ce qui concerne les femmes, le point de vue marxiste, élaboré en dehors du mouvement, est en contradiction avec ses propres principes. Il omet, en effet, d'étudier les rapports personnels des femmes à la production et, sans rendre compte de leur oppression, il fait de celle-ci une conséquence de l'oppression capitaliste, la seule qu'il juge digne d'intérêt.

Christine Delphy tente donc une «analyse féministe radicale fondée sur les principes marxistes» et met en lumière l'exploitation économique qui est commune aux femmes, et dont la famille patriarcale est le lieu. La famille est

4. Les autres revues, même si elles sont marquées politiquement, insistent sur la diversité des femmes qui les composent; diversité qui autorise la juxtaposition de points de vue mais rend difficile l'édito que toutes signent. *Questions féministes* au contraire met l'accent sur ce qui est commun au Comité de rédaction qui définit clairement ses «thèmes communs».

5. *Partisans*, Libération des femmes, année zéro, été 70, Christine Dupont, « L'ennemi principal ».

en effet une unité de production, il n'y a pas de différence de nature entre les biens qui y sont produits, pour y être consommés, et ceux qui sont produits pour être échangés sur le marché. Le travail domestique fourni par les femmes ne donne pas lieu à rémunération mais seulement à compensation par l'entretien, le travail salarié de la femme peut s'ajouter à ses obligations domestiques sans les mettre en question.

Cette étude de l'exploitation domestique permet à Christine Delphy «*d'ébaucher les principes d'une analyse de classes en constatant l'existence de deux modes de production dans notre société*», le mode de production industriel qui concerne la plupart des marchandises, le mode familial selon lequel sont produits les services domestiques, l'élevage des enfants et un certain nombre de marchandises. Il y a donc deux types d'exploitation : l'exploitation capitaliste et l'exploitation patriarcale à laquelle sont soumises toutes les femmes mariées et potentiellement toutes les femmes.

En soulignant l'exploitation particulière des femmes, en contestant qu'elle ne soit qu'une conséquence de l'exploitation capitaliste, Christine poursuivait un objectif précis, explicite : fonder la solidarité des femmes sur des bases matérielles et refuser la subordination de la lutte des femmes à la lutte des classes; les femmes n'appartiennent pas à la classe sociale de leur mari, ou pas seulement; elles appartiennent à une même classe sociale de genre et doivent comme tel se constituer en force politique autonome. «*La libération des femmes ne se fera pas sans la destruction totale du système de production et de reproduction patriarcal (...) La mobilisation doit se faire sur la base de l'oppression patriarcale, donc inclure tous les individus opprimés par le patriarcat et à ce titre intéressés à sa destruction, i.e. toutes les femmes*».

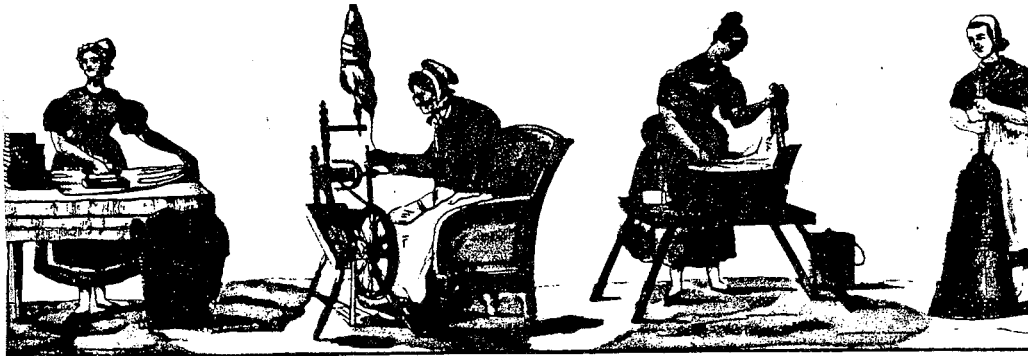
En fondant la légitimité d'une lutte autonome des femmes, Christine fournissait au mouvement des femmes qui commençait à se développer en France les arguments dont il avait besoin face aux conceptions marxistes auxquelles de nombreuses femmes, même parmi les féministes, continuaient à obéir. Elle retournait l'analyse marxiste contre sa prétention à la direction politique du mouvement.

Séduisante autant que l'est le marxisme par sa grande valeur explicative, cette théorie ne faisait pourtant pas l'unanimité; elle semblait apolitique à celles qui ne voulaient pas en devenant féministe renier la conscience de classe acquise dans le militantisme; à celles qui rompaient avec le gauchisme elle pouvait apparaître au contraire comme une adhésion détournée à des principes qu'il s'agissait de dépasser.

Mes réticences à l'époque n'étaient sans doute pas du même ordre que celles que je peux développer aujourd'hui, et j'ai du mal à faire le tri. Un certain nombre de choses me gênent dans cette analyse féministe marxiste pour des raisons qui sans doute ne sont pas toutes bonnes et ne sont guère cohérentes entre elles. Il m'apparaît pourtant utile de les exprimer, à la fois pour savoir moi-même où j'en suis et pour soulever, dans la situation nouvelle où nous nous trouvons, des questions théoriques qui sous-tendent le féminisme.

### *matérialisme et empiriocriticisme*

Pour Christine Delphy, l'avènement d'un féminisme matérialiste correspond au passage du socialisme utopique au socialisme scientifique et peut avoir



*Repasseuse.*

*Fileuse au tour.*

*Lessiveuse.*

*Batteuse de beurre.*



*Balayeuse.*

*Brodeuse au  
métier.*

*Tricoteuse*

*Cuisinière.*



*Jardinière.*

*Mère jouant avec son enfant.*

*Laitière.*

les mêmes implications pour le développement de la lutte<sup>6</sup>. Je ne suis pas sûre, pour ma part, que cette transition historique ait représenté un progrès univoque. Progrès dans l'organisation, sans doute, qui correspondait à l'état des forces productives, il a été payé par une formidable réduction dans l'appréhension du social; et la question des femmes en a particulièrement fait les frais; exclue du progrès des connaissances et de la pratique, elle a été refoulée par le rationalisme. Le travail domestique, non producteur de plusvalue, a été déclaré improductif et interdit de séjour, non pris en compte (parce que non mesurable ?), invisibilisé.

C'est une certaine conception du matérialisme qui a permis aux socialistes de rejeter comme bourgeoises les revendications féministes qui ne s'attaquaient pas à la racine de l'oppression, la dépendance économique, mais portaient de leur vécu, des oppressions ressenties.

Pour Engels, les féministes se trompaient d'objectif en réclamant l'égalité des droits; l'inégalité juridique n'étant pas la cause mais une conséquence de l'inégalité sociale. Du moins admettait-il que les femmes devaient faire leur expérience et conquérir l'égalité pour prendre conscience de la réalité économique de leur subordination : *«Le caractère particulier de la prédominance de l'homme sur la femme, ainsi que la nécessité comme la manière d'établir une véritable égalité sociale des deux sexes ne se montreront en pleine lumière qu'une fois que l'homme et la femme auront juridiquement des droits absolument égaux»*<sup>7</sup>. Mais la lutte pour l'égalité des droits a été longue et difficile, et sans attendre sa victoire, les socialistes ont considéré que la démonstration suffisait; si les féministes continuaient à revendiquer, ici et maintenant, des droits formels, alors que seule l'abolition de la propriété privée pouvait les émanciper et qu'on leur avait promis l'égalité toute entière dans la société future, c'est qu'elles n'étaient que des bourgeoises.

Je me méfie du matérialisme comme critère du vrai, dans la mesure où souvent, ceux qui le possèdent savent pour les autres ce qui est bon pour eux. Prétendant à la scientificité, l'analyse matérialiste s'impose d'elle-même sans prendre en considération les désirs, les besoins ressentis par les intéressé(e)s. Elle élabore en dehors d'eux une stratégie à laquelle elle veut les faire adhérer.

Les principes fondateurs du mouvement des femmes des années 70, qui réagissaient contre le discours politique gauchiste, ont posé la primauté du vécu. Il est bien évident que cela ne saurait suffire; que le risque est grand de nous déterminer à partir d'une conscience déformée, et que nous devons être vigilantes et soumettre nos points de vue spontanés à la rigueur de l'analyse. Il faut cependant prendre garde de ne pas refouler nos appréhensions spontanées, et rester à l'écoute de notre révolte comme de notre intuition; chercher à théoriser, mais sans rien perdre de l'empirisme.

6. Christine Delphy, «Pour un matérialisme féministe», L'Arc.

7. Friedrich Engels, L'Origine de la famille, de la propriété privée et de l'Etat (1884), Ed. sociales, 1972, p.82.

## *les femmes sont-elles une classe ?*

Je n'ai jamais pu parler de la classe des femmes; la terminologie marxiste appliquée aux femmes m'a toujours choquée; est-ce de ma part un «*refus profond de (me) considérer sur le même pied que les autres opprimés*»<sup>8</sup> ou bien est-ce que je trouve les schémas marxistes inadéquats à la question des femmes?

Mettre l'accent sur le rapport hiérarchique entre les sexes n'implique sans doute pas d'assimiler les femmes au prolétariat en gommant la spécificité de leur exploitation, mais, formées aux catégories marxistes, nous avons tendance en entendant parler de classe des femmes à assimiler celle-ci au prolétariat comme si celui-ci était le modèle de toutes les classes opprimées : «*Dans la famille, l'homme est le bourgeois, la femme joue le rôle du prolétariat*», disait déjà Engels qui d'ailleurs n'avait guère tiré les conséquences de cette analogie.

Il y a bien des différences entre la situation des femmes et celle des prolétaires, entre le travail domestique – non payé, invisible – et le salariat. Les femmes sont une catégorie définie non seulement par un rapport social mais par leur appartenance à un groupe biologique en vertu de laquelle on leur assigne un destin. On ne forge pas à leur intention l'idéologie de la promotion sociale; on ne leur propose pas de s'élever au dessus de leur condition, mais de se réaliser dans celle-ci, idéalisée, mythifiée. Elles ne sont pas seulement une classe, mais, comme le dit Christine Dupont, «*en tant que catégorie d'êtres humains destinés par naissance à entrer dans cette classe, elles constituent une caste*»<sup>9</sup>.

On ne peut donc considérer les femmes comme une classe sociale qu'en utilisant ce concept dans le sens large que lui donnent parfois les marxistes et qui concerne tous les rapports hiérarchiques établis par les modes de production successifs. Les femmes ne forment pas une classe au sens plus étroit du terme qui ne s'applique qu'aux rapports capitalistes, ceux-ci ayant balayé, recouvert tous les anciens liens interpersonnels pour s'instaurer sur la seule propriété privée des instruments de production.

Ce n'est pas la propriété des moyens de production domestiques qui organise les rapports sociaux dans la famille mais la division sexuelle, hiérarchique du travail, le partage inégalitaire des charges et des bénéfices, l'organisation sociale de l'interdépendance des sexes. L'infériorité économique des femmes résulte de leur assignation à des tâches intérieures, non productrices de valeur d'échange, et à leur infériorisation conséquente sur le marché du travail social.

## *le patriarcat : mode de production*

Il est pourtant logique d'utiliser le terme de classes dès lors qu'on pose le patriarcat comme mode de production et les rapports entre les sexes comme des rapports d'exploitation. Et je suis bien d'accord pour insister sur le caractère matériel de l'oppression des femmes. Le patriarcat n'est pas simplement une idéologie découlant du capitalisme ou en décalage avec lui;

8. C. Delphy, «Nos amis et nous», *Questions féministes* n° 1.

9. C. Dupont. «L'Ennemi principal», *loc.cit.*

c'est lui-même un système, qui possède ses propres normes et fonctionne selon ses propres schémas, qui produit ses propres contradictions, ses propres oppositions de classe. Loin d'être un sous-produit du capitalisme, c'est lui qui détermine la place des femmes sur le marché du travail, et permet la surexploitation capitaliste.

Il faut insister sur l'autonomie du mode de production patriarcal qui fonde la solidarité des femmes et définit entre elles une communauté d'oppression les incluant toutes, et pas seulement celles qui se reconnaissent dans le féminisme. Cette démarche va à l'encontre des théories de classe que Christine Delphy a soigneusement démontées<sup>10</sup> en vertu desquelles certaines femmes, qualifiées de bourgeoises, étaient rejetées dans le camp adverse tandis que certains hommes, arguant de leur féminisme, voulaient nous imposer leurs points de vue.

L'autonomie du mode de production patriarcal fonde l'autonomie du mouvement des femmes. La famille n'est pas seulement un appareil idéologique d'Etat qui reproduit la hiérarchie capitaliste mais une unité économique fondée sur l'exploitation d'un sexe par l'autre.

L'analyse marxiste classique scotomise les rapports d'exploitation domestique de type patriarcal, pour conserver au capitalisme sa place centrale ou unique dans l'explication des rapports sociaux. Les socialistes peuvent à la rigueur admettre l'existence du patriarcat comme idéologie<sup>11</sup> ou comme sous-système faisant rejaillir l'exploitation capitaliste; ils refusent absolument l'analyse du patriarcat comme système d'exploitation spécifique. Il importe en effet, de leur point de vue, de montrer l'exploitation – même domestique – des femmes comme produite par le capitalisme, pour fixer son cadre à la lutte des femmes : *«Il ne serait pas raisonnable de vouloir séparer leur combat de celui que mène l'immense cohorte des exploités pour en finir avec ce système»*<sup>12</sup>.

La caractérisation du patriarcat comme mode de production me pose pourtant problème; je trouve cette définition à la fois réductrice (économiste) et excessive.

Réductrice, parce qu'à l'instar du marxisme elle met l'accent sur l'économique; est-il déterminant en dernière instance pour le patriarcat comme pour le capitalisme ? Je n'en suis pas sûre. Peut-on rendre compte du rapport de subalternité qui existe à tous les niveaux de la société, sexuel, social, idéologique, culturel, interindividuel et collectif, en caractérisant le patriarcat comme mode de production ? Cela ne nous entraîne-t-il pas à mettre l'accent sur l'exploitation au détriment d'autres caractéristiques peut-être plus oppressives comme la division sexuelle du travail et des rôles, l'exclusion du social et du politique, qui ne sont pas de simples conséquences de l'exploitation.

10. C. Delphy, «Nos amis et nous».

11. Cela les conduit d'ailleurs à reconnaître à l'idéologie une importance déterminante qui peut paraître démesurée en termes matérialistes : «Les femmes sont en marge, écrit François Mitterrand, c'est-à-dire tout près et ailleurs dans cette "réserve" invisible où l'idéologie patriarcale les a, une fois pour toutes, parquées». François Mitterrand, Préface à Yvette Roudy, *La Femme en marge*, Flammarion, 1982.

12. *Ibid.*



Il est d'ailleurs intéressant, à ce propos, de rappeler l'analyse que fait Engels de l'asservissement des femmes et du triomphe du patriarcat. Celui-ci apparaît comme un système historique, résultant de changements économiques mais qui se construit autour de plusieurs caractéristiques. Il agit à plusieurs niveaux sur la situation des femmes et l'organisation de la société. Ainsi le patriarcat n'est-il pas, pour Engels, un mode de production mais un système social dont l'établissement permet le développement de la propriété privée et l'accumulation du capital. L'«*défaite historique du sexe féminin*» ne se réduit pas à l'exploitation économique des femmes; elle repose sur la privatisation de leurs activités domestiques et leur exclusion de la production et de la vie sociale; elle se matérialise surtout par le «*renversement du droit maternel*», c'est-à-dire la dépossession des mères accompagnée de la rupture des liens de solidarité du clan à travers les femmes. L'asservissement des femmes est donc caractérisé par la double perte de leur prédominance ancienne, en tant que mères protégées par le droit maternel, et en tant que productrices principales dans le cadre de l'économie domestique communiste.

Il est fort regrettable qu'Engels n'ait pas offert de projet de libération de femmes, équivalant à son analyse multidimensionnelle de l'oppression patriarcale, qu'il se soit contenté de préconiser l'abolition de la propriété privée, comme si celle-ci était responsable de tous nos maux. Cela a amené le socialisme à subordonner les luttes de femmes contre leur oppression à un projet révolutionnaire global élaboré par d'autres, et nous avons dû réagir contre cette subordination.

Il ne faudrait pas pour autant oublier ce qui, dans l'analyse d'Engels, est large et nous montre plus économistes que lui, en réduisant le patriarcat à sa dimension économique<sup>13</sup>. Ce n'est d'ailleurs pas principalement contre l'exploitation que nous nous battons, mais pour l'abolition de la division sexuelle du travail. Ainsi nous rejetons la revendication du salaire ménager. Indépendamment des difficultés pratiques d'une telle solution cela ne nous intéresse pas que les femmes soient payées pour continuer à faire marcher la maison, nous préférons qu'elles en sortent. Même sans exploitation, nous ne voulons pas être enfermées dans le travail domestique.

De l'autre côté, l'analyse féministe radicale me paraît excessive dans ses conséquences. En insistant sur l'autonomie du patriarcat, ce qui était primordial en 1970 pour l'autonomie de nos luttes, elle néglige d'articuler les deux systèmes et les deux oppressions. Comme toute théorie globale, elle amène une vision parfois caricaturale de la réalité sociale, en se centrant sur un seul aspect de celle-ci. Il est pourtant clair que le capitalisme agit sur le patriarcat et que l'exploitation domestique que connaissent toutes les femmes n'est pas la même selon que l'on se trouve placée ici ou là dans la hiérarchie sociale. Les pratiques du travail domestiques sont liées à des «habitus de classe» dont les contraintes diffèrent largement selon les milieux sociaux<sup>14</sup>. Les ouvrières ne subissent pas deux exploitations de deux modes

13. C'est d'ailleurs la conclusion à laquelle arrivent les participantes aux Journées *Elles voient Rouge*, et que C. Delphy résume en disant que «la définition du patriarcat comme mode de production n'est pas exhaustive». Ed. Tierce, 82.

14. Voir F. Bourgeois, J. Brenner, D. Chabaud, A. Cot, D. Fougeyrollas, M. Haicault, A. Kartchevsky-Bullport, «Travail domestique et famille du capitalisme», Critique de l'Économie politique, n°3, avril-juin 78.

de production parallèles, mais des exploitations qui se redoublent l'une l'autre.

### *les femmes, classe en soi*

Il est important de définir entre toutes les femmes une communauté objective, communauté d'exploitation, d'oppression, d'exclusion. Mais pourquoi privilégier le travail domestique comme caractéristique commune ? Il y a de nombreux champs, de nombreuses institutions, par rapport auxquels les femmes sont en situation de classe, exclues ou marginalisées de la même façon; la «condition des femmes» comporte de nombreux volets.

Les féministes de la fin du XIXe et du début du XXe siècle trouvaient dans le Droit cette communauté de situation entre toutes les femmes; c'est pourquoi elles attachaient à l'égalité juridique une telle importance et concentraient tous leurs efforts sur cette revendication.

Il me semble que le choix du juridique alors, comme le choix de l'exploitation domestique aujourd'hui, sont surtout l'indice de ce qui doit changer à ce moment-là parce que c'est devenu insupportable. L'inégalité juridique, attentatoire à la dignité, était insupportable; depuis plus d'un siècle l'égalité avait été proclamée entre les hommes, et les femmes qui en étaient exclues n'étaient pas considérées comme des êtres humains. Rares étaient alors les féministes à mettre en question la division des rôles. Elles luttaient âprement pour le droit au travail, élément de leur dignité, mais n'exigeaient pas le partage des tâches domestiques ou la prise en charge par des services publics. Leurs luttes visaient à conquérir l'accès à la sphère masculine : droit au travail, à l'éducation, droits politiques. Elles ne refusaient que marginalement de remplir leurs rôles d'épouses et de mères. Ménagères irréprochables, certaines vantaient leurs confitures pour prouver qu'elles ne négligeaient pas leurs devoirs familiaux et en prenaient argument pour réclamer leurs droits.

Nous sommes aujourd'hui à une autre étape; le droit au travail, l'égalité juridique sont plus ou moins admis, en principe. Mais il apparaît clairement que le surcroît des tâches familiales infériorise les femmes sur le marché du travail, de la formation, dans les domaines culturels ou politiques. Une nouvelle évidence apparaît selon laquelle «il n'y a pas de raisons» que les femmes assument seules les tâches domestiques pour toute la famille. Plus que l'exclusion, c'est alors l'exploitation qui se manifeste dans la double journée de travail et les handicaps qu'elle crée. L'attribution aux femmes de la gestion de la vie quotidienne est devenue insupportable, injuste. L'égalité requiert une nouvelle répartition des charges et des responsabilités. Elle met en question les bases économiques du patriarcat. Cela explique sans doute qu'émerge comme théorie féministe principale celle qui fonde la situation commune des femmes sur leur commune exploitation domestique.

A ces deux périodes de l'histoire du féminisme, correspondent des réponses socialistes du même type. L'égalité de droit était une revendication des «bourgeoises» qui n'intéressait pas les ouvrières, prétendait-on, car le droit bourgeois n'existe que pour protéger la propriété et n'a aucune valeur pour ceux qui ne possèdent rien. C'était sous-estimer les conséquences – y

compris économiques – de la dépendance juridique des femmes du peuple. Les réformes législatives demandées par les féministes : capacité juridique de la femme mariée (soit droit de travailler, de se syndiquer, de recevoir un salaire sans l'autorisation du mari, possibilité de se défendre devant les tribunaux ou les juridictions professionnelles), divorce par consentement mutuel, recherche de la paternité<sup>15</sup>, vote et éligibilité aux conseils de prud'hommes et tribunaux de commerce, congé-maternité... intéressaient les ouvrières comme les bourgeoises, bien que de façon différente. En niant qu'il y ait entre toutes les femmes, par dessus la ligne de classe, une communauté de sort due à leur commune incapacité juridique, les socialistes niaient l'exploitation spécifique des femmes du peuple appuyée sur celle-ci. Les femmes n'étaient pas comme les ouvriers des «travailleurs libres» mais des serves<sup>16</sup>, qui ne possédaient pas leur propre force de travail.

De la même façon, aujourd'hui, certains nient l'exploitation domestique des «bourgeoises», d'autres limitent les «similitudes» entre ouvrières et bourgeoises à des aspects bien particuliers de la condition féminine; ainsi Yvette Roudy, pour qui il est «*préférable de soigner un chagrin d'amour au volant d'une Alfa Romeo*» et de subir un avortement «*dans une confortable clinique anglaise*». Tel semble être pour elle le contenu de la «sororité» des femmes, de cette «parenté» qui «*s'arrête là où commence l'opposition de classe*»<sup>17</sup>.

Autrefois comme aujourd'hui, les tenants de la lutte des classes refusent de voir la communauté de situation qui fait des femmes, au delà des différences sociales, une classe en soi, et entretiennent le mythe de la «bourgeoise» que les privilèges capitalistes placent en dehors de la condition commune d'exploitation des femmes. Le féminisme, qui affirme au contraire la communauté d'intérêt entre toutes les femmes, malgré l'opposition des classes, est alors considéré comme l'idéologie de cette bourgeoisie féminine réclamant son intégration à la société telle qu'elle est<sup>18</sup>.

Il est pourtant tout à fait intéressant de voir émerger dans les luttes de femmes de différents milieux les mêmes thèmes de contestation, avec une autre terminologie.

«Le personnel est politique» fut un des premiers slogans du mouvement des femmes; et c'est bien ce qu'affirment dans les faits les grévistes de Troyes, de Lip ou de la CIP qui au cours d'un conflit du travail prennent conscience de leur oppression de femmes comme phénomène collectif, de la nécessité de lutter sur tous les fronts à la fois. Comme les féministes, elles contestent à la fois la division sexuelle du travail et l'organisation syndicale hiérarchique et spécialisée<sup>19</sup>.

15. Sur les points de vue féministe et socialiste à ce propos, F. Picq «Par delà la loi du père, le débat sur la recherche de la paternité au Congrès de 1900», *Temps Modernes*, févr.79.

16. Marguerite Souley-Darqué *Le Servage de l'épouse*, Lyon 1907.

17. Y. Roudy *op.cit.*

18. Sur le mythe de la bourgeoise, voir C. Delphy «Nos amis et nous», et F. Picq «Sur la théorie du féminisme bourgeois chez les femmes socialistes avant la guerre de 14» (à paraître).

19. Sur les premières revendications féministes, *Partisans*, *op.cit.* Sur ces grèves : *Le Torchon brûle*, n°1, «Troyes»; *Lip au féminin*, Syros, 1977; Margaret Maruani, *Les Syndicats à l'épreuve du féminisme*, Syros, 1979.

## *classe contre classe*

Si la gauche refuse d'entendre les termes d'exploitation et de classe sociale en ce qui concerne les rapports patriarcaux, c'est aussi qu'elle refuse de voir les hommes et les femmes comme deux groupes antagonistes<sup>20</sup>. Pour contester la théorie féministe radicale, sans y faire nécessairement référence, on souligne l'amour, l'affection, la tendresse entre les sexes, leur nécessaire complémentarité, pour nier qu'ils puissent «s'affronter comme peuvent le faire sans l'ombre d'une gêne les représentants de classes sociales opposées»<sup>21</sup>.

Je dois dire que cette vision m'apparaît aussi caricaturale en ce qui concerne la lutte des classes qu'en ce qui concerne les rapports entre les sexes, baignant dans une tendresse brumeuse en dehors de toute contrainte sociale. Curieusement, cette position rejoint celle des lesbiennes radicales, pour lesquelles l'hétérosexualité est de la collaboration de classe. Ni l'une ni l'autre ne conçoivent les rapports entre hommes et femmes dans leur complexité, où l'amour n'exclut ni l'exploitation ni la lutte, et vice-versa. Pas plus que la lutte des classes ne m'apparaît comme un affrontement interpersonnel où deux hommes en viennent aux mains comme représentants de deux classes opposées, pas plus la lutte anti-patriarcale ne m'apparaît comme le bras de fer de deux individus représentant deux sexes opposés. Dans un cas comme dans l'autre, il s'agit pour les exploités de combattre un système d'oppression dont les autres bénéficient, et non ceux-ci comme individus; il s'agit de faire triompher une nouvelle conception du monde et de nouveaux rapports sociaux, de construire des relations dont tous doivent bénéficier, d'une façon ou d'une autre, puisqu'un homme qui en opprime un autre (et a fortiori une femme) ne peut pas être libre. La lutte féministe se mène sur tous les champs de bataille, individuels et collectifs, et pas seulement au sein des couples hétérosexuels : conflits et compétitions sur les lieux de travail ou dans les Universités, pour l'entrée des femmes dans les chasses gardées masculines et l'égalité de promotion, lutte des femmes contre le viol et toutes les formes de sexisme... «L'ennemi principal, comme le disait *Questions féministes*, est un type hiérarchique de rapports sociaux où les hommes sont impliqués en tant qu'agents et non en tant qu'êtres biologiques.»<sup>22</sup>.

## *production et reproduction*

L'analyse féministe radicale privilégie l'exploitation domestique dans l'oppression des femmes, celle-ci en effet se prête mieux à une analyse économique matérialiste. L'élevage des enfants en fait partie, mais ne se voit reconnaître aucune spécificité. Il y a là, me semble-t-il, une lacune importante,

20. Lorsque la surexploitation des femmes due au patriarcat est reconnue, elle est encore attribuée au capitalisme qui seul est censé en tirer profit. Par exemple Jean-Louis Moynet, responsable cégétiste (voir Journées *Elles voient Rouge*, p.33; M. Maruani, *op.cit.*, p.43). Jamais il n'est admis que les hommes tirent profit de l'exploitation domestique des femmes, car les prolétaires ne sauraient être des exploités.

21. Y. Roudy, *op.cit.*

22. *Questions féministes*, n° 1, «Variations sur des thèmes communs».

que j'explique par ce principe, affirmé par *Questions féministes* comme préalable à toute lutte féministe : la rupture avec l'idéologie naturaliste<sup>23</sup>. N'est-ce pas pour éviter d'affronter la différence biologique des sexes que la fonction reproductrice n'est pas envisagée de façon spécifique ? Celle-ci est pourtant une réalité centrale de la condition féminine, la plus forte «*contrainte à l'hétérosexualité*» et non un élément comme un autre de l'exploitation patriarcale.

Je comprends bien cette crainte de partir de la différence biologique; on sait que tous les mythes du féminin en sont issus; mais peut-on pour autant laisser de côté ce autour de quoi s'organise la division sexuelle du travail ? C'est tout de même bien sous prétexte qu'elles portent et nourrissent les enfants que les femmes ont été confinées à leur élevage, au nourrissage de tous, à la reproduction de la vie. On peut dénoncer l'extrapolation faite du rôle de la mère, mais on ne peut pas ignorer que l'impératif social a été fabriqué à partir d'une différence biologique.

D'autre part, je me demande si la rationalité féministe radicale ne passe pas à côté de certaines explications contenues, par exemple, dans les mythes fondateurs du patriarcat. On peut mettre en doute la validité historique de telles légendes, mais on doit entendre le sens du discours tenu. La plupart d'entre elles relatent et justifient l'établissement du droit paternel; c'est-à-dire l'appropriation des enfants par les pères. Elles révèlent que le pouvoir sur les enfants est un enjeu du patriarcat. Les hommes doivent s'approprier les mères pour posséder les enfants. Telles sont les raisons d'être des institutions piliers du patriarcat : le mariage monogamique et la filiation paternelle. C'est là d'ailleurs l'analyse qu'avait faite Engels, qui baignait dans les préoccupations anthropologiques de son époque.

L'appropriation des enfants par les pères est un enjeu du patriarcat, et la réappropriation par les femmes de leur fonction reproductrice est un enjeu du féminisme. Il est significatif que la première lutte que nous ayons menée ait eu pour objectif la libre disposition de nos corps et le contrôle de la procréation. En revendiquant le droit de décider nous-même, nous mettions en question le pouvoir des hommes et de la société sur nos corps: maris, curés, médecins ou députés ne décideraient plus pour nous. Nous commençons à maîtriser notre propre vie et nous nous donnons les moyens de peser sur les conditions qui nous étaient faites<sup>24</sup>.

En insistant sur la maternité comme enjeu social, je ne veux en aucun cas exalter son caractère magique ni nous proclamer «productrices du vivant». Je crois qu'il y a un choix à faire entre la maternité libre et la maternité vénérée. Avoir les enfants que nous voulons, exprimer nos exigences sur les conditions matérielles et sociales qui sont faites, me paraît plus intéressant que d'entendre glorifier le merveilleux pouvoir d'enfanter. Je partage le point de vue de Marie-Jo sur la nécessité d'arracher la maternité à sa dimension

23. C'est parce qu'elles ne se reconnaissent pas dans la nature qu'on leur fabrique que les femmes se révoltent. Mais il arrive parfois que le rejet de l'idéologie naturaliste s'accompagne du refus d'envisager une quelconque différence entre les sexes. Rejeter les différences de droits, de statuts, de rôles n'implique pas d'interdire tout sentiment d'une spécificité féminine. Même si celle-ci est un fourre-tout, sans validité scientifique, même si elle est culturellement produite. Cette question mériterait à elle seule un long développement auquel je renonce pour le moment.

24. Voir encadré «Nous vous ferons connaître notre réponse en temps utile», tract du MLF, 1970. Déjà au début du siècle, Nelly Roussel appelait les femmes à maîtriser la procréation. «Posons nos conditions, disait-elle, et si elles ne sont pas acceptées "faisons la grève".»

*NOUS VOUS FERONS CONNAÎTRE NOTRE RÉPONSE EN TEMPS UTILE*

*Monsieur président nous demande  
de lui fabriquer des enfants.*

*Nous sommes ravies de constater  
que nous sommes indispensables à l'économie  
et,*

*puisque cette production dépend de nous,  
nous allons réfléchir*

*nous concerter*

*sur le point de savoir*

*si nous sommes disposées à fournir à l'Etat  
dans les conditions qu'il nous fait –*

*à bas prix et à grandes peines  
de lessives de fatigues de soins  
de travail à temps complet  
de solitude –*

*la livraison sollicitée  
de futurs consommateurs  
dont le grand commerce a besoin.*

1970

mythique et de la relativiser pour empêcher que les différences de rôles biologiques ne se traduisent par une idéologie à la bipolarité exclusive<sup>25</sup>.

### *de la théorie féministe radicale à la stratégie séparatiste lesbienne: du marxisme au léninisme ?*

Il y a donc bien des aspects de la théorie féministe radicale qui me mettent mal à l'aise, soit du point de vue de la validité «scientifique» de ses thèses, soit du point de vue idéologique des choix concernant la lutte des femmes. Il faut pourtant reconnaître le caractère opératoire qu'elle a eu, aussi bien dans le champ «scientifique» que dans le champ politique. Ici comme là, elle a produit d'indéniables «ruptures épistémologiques». Le travail domestique a fait irruption et bouleversé les conceptions sociologiques traditionnelles; il est devenu visible, objet d'études et analyseur<sup>26</sup>. La «classe des femmes» s'est imposée aux féministes marxistes, chamboulant leurs anciens schémas, leur permettant de les réorganiser. Elle a servi d'argument dans les groupes d'extrême gauche et emporté l'adhésion des féministes du PCF<sup>26</sup>. Le féminisme radical a permis d'affirmer face à l'impérialisme du marxisme et du gauchisme que notre lutte n'était pas secondaire. Je garde pourtant à son égard les mêmes réticences qu'à l'égard du marxisme, théorie de la société qu'on ne peut contourner, qui nous fournit des instruments d'analyse nécessaires, mais qui nous conduit doucement vers des conclusions que nous ne sommes pas décidé(e)s à tirer. Il y a un moment imperceptible dans l'enchaînement des idées où on a dépassé sa pensée et ses désirs et qu'il est difficile de localiser. Le stalinisme est-il dans le léninisme et celui-ci dans le marxisme ? Je ne vais pas recommencer ce vieux débat, auquel je sais bien que je répondrai toujours par oui et non. Ça aurait pu être autrement, ce n'est pas inéluctable, mais la filiation existe bien.

C'est un peu la même chose avec le féminisme radical. L'adhésion à l'analyse marxiste des classes, recentrée sur la question des femmes, n'entraîne-t-elle pas, sans que nous y prenions garde, une stratégie de type bolchevique ? *«La libération des femmes, écrivait Christine Delphy en 1970, implique le bouleversement total des bases de toutes les sociétés connues. Ce bouleversement (...) ne pourra se faire sans une révolution, c'est-à-dire la prise du pouvoir politique (qui) doit constituer l'objectif ultime du Mouvement de Libération des femmes, et le mouvement doit se préparer à une lutte révolutionnaire.»* (cf. note 5)

Il n'y a rien d'étonnant à ce que Christine ait alors exprimé un projet révolutionnaire correspondant aux conceptions dominantes de l'époque, et j'imagine qu'elle présenterait les choses de façon sensiblement différente

25. Marie-Jo Dhavernas «Non, le matriarcat n'est pas mort car il bande encore», *Revue d'en face* n°8.

26. M. Chaudron, L. Kandel, N. Ringart, M. Ferrand, Communication au Colloque du CLEF, *Les Femmes et le travail*. Voir débats dans *Parti pris*, «Classe de femmes tsé tsé» en 79-80; et Journées *Elles voient Rouge*, *op.cit.*

aujourd'hui; mais il n'est pas facile d'imaginer un autre schéma révolutionnaire (les Journées *d'Elles voient Rouge* le montrent bien). Penser en termes de classes et de lutte des classes n'entraîne-t-il pas une stratégie d'abolition des classes dans leurs rapports ?

«*Est féministe, écrivait Monique Wittig, quelqu'un qui lutte pour les femmes, et pour la disparition de cette classe*»<sup>27</sup>.

Cette position est d'autant plus ambiguë qu'on se demande si la «disparition» des femmes en tant que classe signifie disparition des rapports de production patriarcaux (soit du mariage comme contrat économique), de tous les rapports hommes/femmes (et principalement de l'hétérosexualité), ou des femmes comme groupe ayant certaines caractéristiques psychosociologiques (féminité et spécificité).

Ces différents aspects semblent en effet mêlés dans la répulsion de l'auteur à l'égard des femmes, comme classe appelée à disparaître. Et, se proclamant, comme lesbienne, en dehors de cette classe, Monique Wittig trace une ligne de démarcation entre les femmes dont le féminisme radical affirmait la solidarité. Le lesbianisme, dit-elle, est «*au-delà des catégories de sexe, car le sujet désigné n'est pas une femme, ni économiquement, ni politiquement, ni idéologiquement. Car, en effet, ce qui fait une femme c'est la relation sociale, particulière à un homme... à/aquelle les lesbiennes échappent en refusant d'être hétérosexuelles. Nous sommes transfuges à notre classe.*»

De même que les révolutionnaires professionnels fondent sur la supériorité de leur engagement le droit de déterminer le contenu de la conscience de classe; de même, certaines lesbiennes, au nom de leur rupture personnelle, totale, avec la classe ennemie, prétendent à une supériorité par rapport aux autres femmes qui s'apparente au racisme et renvoient celles-ci à une aliénation dont elles ne sauraient sortir<sup>28</sup>.

De l'avant-gardisme à la misogynie, il n'y a qu'un pas, franchi avec pessimisme. Refusant de faire confiance aux femmes (hétérosexuelles), cette position rejoint l'idéologie patriarcale qui définit la femme par sa dépendance à l'homme.

Le féminisme, lutte de libération des femmes, doit au contraire faire le pari de leur volonté de changement et de leur capacité de mobilisation; c'est-à-dire croire l'autonomie possible et désirable, même dans l'hétérosexualité. Certaines d'entre nous arboraient dans les manifestations ce slogan aussi optimiste que dérisoire: «*Une femme sans homme, c'est comme un poisson sans bicyclette*».

Le féminisme transforme l'image que nous nous faisons de nous-même comme des autres femmes et nous sort collectivement de cette dévalorisation attachée à l'image de la femme. Ce n'est plus tout-à-fait vrai aujourd'hui qu'il soit «*tellement honteux d'être une femme dans notre société*»<sup>28</sup> que la seule issue soit de nier cette appartenance. Le féminisme nous propose au contraire un destin politique enthousiasmant; transformer nos épreuves individuelles en enjeux collectifs, mettre notre lutte personnelle en coïncidence avec la lutte de toutes pour changer la vie. Cela ne signifie pas que l'oppression ait disparu et que nous puissions nous complaire dans une féminité

27. *Questions féministes* n°8, Monique Wittig «On ne naît pas femme».

28. *Questions féministes* n° 1, Nicole-Claude Mathieu «Masculinité-Féminité». Les petites filles ne semblent plus persuadées que «c'est moins bien d'être une femme que d'être un homme»; voir *Revue d'en face* n° 12.



renovée, en oubliant les rapports sociaux qui nous enferment, mais l'oppression n'a pas le même goût selon qu'on s'y résigne ou qu'on la combat, ensemble.

La déviation avant-gardiste n'était sûrement pas inéluctable et le mouvement des femmes s'était élevé si vigoureusement contre les pratiques gauchistes qu'on pouvait espérer y échapper. Les premiers principes du mouvement des femmes : partir de son vécu, de sa propre oppression, devaient nous prémunir contre de telles pratiques. Ces acquis semblent aujourd'hui bien fragiles.

Le lesbianisme radical est-il, comme il le prétend, «*la logique féministe radicale*» poussée jusqu'au bout ?

Dans l'édito du n°1 de *Questions féministes*, «*avait été proposée une analyse théorique des rapports d'oppression entre les sexes, mais il n'y était pas (encore) question de stratégies de lutte*»<sup>29</sup>. Dénonçant la position «réformiste» de celles qui «font avec» la classe des hommes, les lesbiennes de l'ex-Collectif de *Questions féministes* développent ce qu'elles considèrent comme la stratégie «radicale» pour supprimer les classes de sexe. Il s'agit de considérer la classe des hommes «*totale-ment comme la classe ennemie*», d'échapper à la «*contrainte à l'hétérosexualité*» et de proposer aux femmes qui y restent prises cette alternative : le lesbianisme.

Ce point de vue est-il, comme le pense le Collectif de *Nouvelles Questions féministes*, une perversion totalitaire de la théorie féministe radicale ? «*Pour nous, le rejet des théories léninistes de l'avant-garde ainsi que des modes de pensée et des pratiques totalitaires était des prémices de départ si évidentes qu'elles n'avaient pas besoin d'être explicitées*»<sup>30</sup>.

Au contraire, la thèse que les femmes constituent une classe ne semblait pas acquise en 1977 et méritait élucidation. Or, continuent-elles, «*nous nous sommes aperçu aujourd'hui que, en l'absence d'accord sur les autres points, même cette théorie dépourvue d'ambiguïté quant à ses implications stratégiques (...) peut être déformée, pervertie au sens fort du terme, c'est-à-dire retournée contre elle-même.*»

En effet, de la proposition initiale du Féminisme radical : que les femmes sont une classe, les lesbiennes glissent à cette conclusion absolument contraire : certaines femmes, par leur aliénation ou leur manque d'enthousiasme à rompre avec les hommes, sont les pires ennemis des femmes.

En posant les femmes comme appartenant à une même classe, le féminisme radical s'opposait à l'élitisme et interdisait à notre conscience féministe de s'ériger en conscience de classe (importée de l'extérieur vers une classe spontanément trade-unioniste ?) Le «lesbianisme radical» au contraire, établit une hiérarchie brutale entre les femmes, sur critères sexuels; choisissant d'échapper minoritairement à la condition féminine, à la classe des femmes (comme s'il suffisait de refuser l'hétérosexualité pour échapper au patriarcat !), il abandonne les autres femmes, hétérosexuelles ou opportunistes, à une oppression trop bien acceptée, à une aliénation définitive.

29. «Lettre au mouvement féministe», Paris le 1<sup>er</sup> mars 1981, *Amazones d'hier, lesbiennes d'aujourd'hui*, Montréal, juin 82.

30. *Nouvelles Questions féministes*, n° 1, Editorial.

Cette stratégie est très exactement l'inverse de celle qui affirmait la solidarité entre toutes les femmes, malgré la différence des classes, malgré la différence des consciences...

C'est la réaction pessimiste à celle-ci.

La théorie féministe radicale, élaborée au début des années 70, traduisait *l'espoir d'une mobilisation massive des femmes contre leur commune oppression*.

Le séparatisme lesbien est une réaction de désespoir devant le reflux du mouvement des femmes; le fossé se creuse entre une avant-garde impatiente d'en finir avec l'oppression et persuadée d'en connaître le moyen, et la masse des femmes qui suit de moins en moins. De peur de s'engluier dans la condition féminine, les lesbiennes choisissent d'y échapper, de rompre avec une classe qui a cessé d'incarner leurs espoirs.

Comme les prolétaires sont dits «embourgeoisés», les femmes apparaissent comme contaminées par leurs rapports avec les hommes et pour se préserver de la contagion, les lesbiennes prennent leurs distances; avec les hommes et celles qui les fréquentent; avec les homosexuelles aussi qui n'acceptent pas cette stratégie, car c'est de choix politique qu'il s'agit et non de pratique sexuelle.

Il n'y a donc rien d'étonnant à ce que les féministes radicales, fidèles à leur conception de la solidarité de sexe, aient considéré le séparatisme lesbien comme une perversion sectaire, en opposition fondamentale avec leurs thèses et leurs pratiques.

### *radicalisme et réformisme*

La lutte féministe passe-t-elle nécessairement par la rupture affective et sexuelle avec les hommes ? Curieusement, ce point de vue séparatiste se trouve également présenté par Yvette Roudy : «*Tout mouvement de libération, dit-elle, ne parvient au stade de la négociation qu'après une période de rupture (...), il faut d'abord que les combattants se replient dans un ghetto où ils s'organisent pour mieux résister*»<sup>31</sup>. Considérant cette stratégie comme impraticable pour la grande masse des femmes, Yvette Roudy tire des conclusions opposées à celles des lesbiennes radicales et, doutant de la possibilité d'une lutte de libération des femmes, elle en gomme l'objet : «*Les hommes et les femmes ne sont pas des ennemis*».

Il me semble au contraire que la stratégie du ghetto est particulièrement mal adaptée à la lutte des femmes<sup>31</sup>; mais le «Tout ou rien» est un faux radicalisme qui amène toujours au rien. Entre l'apartheid et la soumission, il y a des moyens-termes qui ne sont pas des régressions.

C'est d'une rupture collective et politique que nous avons besoin; c'est-à-dire de l'existence d'un lieu d'autonomie, non pas à la place, mais à côté de la mixité sociale, où nous renforcer individuellement et collectivement. Telle est bien la fonction du mouvement de libération des femmes, qui n'exige nullement que les femmes fassent sécession, mais qui les arme pour combattre quotidiennement le patriarcat, là où il se trouve.

31. Y. Roudy, *op.cit.* Cette stratégie est d'ailleurs tout aussi mal adaptée à la lutte des classes; se constituer en «parti de classe» ne signifie pas se replier dans un ghetto mais se rassembler en une force autonome forgeant ses propres théories de libération.

Je crois que l'hétérosexualité restera – choix ou contrainte – la pratique de la plupart des femmes, y compris des féministes. Personnellement, je ne tiens pas à «*sortir des contradictions*» que pose l'hétérosexualité aux féministes<sup>32</sup>; je crois au contraire que les contradictions sont le moteur du changement.

Aussi aliénante que soit la maternité, je ne crois pas que la majorité des femmes voudra se priver de cette expérience; là aussi, il faudra bien continuer à aménager une meilleure façon de la vivre, dans l'autonomie ou dans une répartition plus égalitaire des charges et des responsabilités. Il est certes difficile de concevoir une autre stratégie de libération que celle de la prise du pouvoir et de l'abolition du rapport de classe dans un moment historique déterminé. Pourtant, ce schéma ne me satisfait plus en ce qui concerne la lutte anticapitaliste; j'y vois trop de dangers totalitaires. A fortiori, il m'apparaît totalement inadéquat à la lutte des femmes. Le patriarcat ne repose pas sur un simple rapport matériel, mais sur une division des rôles profondément ancrée dans les structures mentales, et qu'on ne peut abolir par décret. Nous ne connaissons pas de Grand soir ni de Lendemain qui chantent. Je dois dire que ces mythes révolutionnaires ont si souvent servi à interdire aux femmes de revendiquer leurs droits ici et maintenant et à définir malgré elles leur émancipation, que je ne les regrette pas. Il n'y aura pas de changements fondamentaux sans une lutte longue et tenace, avec des hésitations, des retours en arrière, des essais et des erreurs. Il nous faut construire notre libération au jour le jour, sans même savoir précisément quel en est l'objectif, et nulle ne peut décider pour les autres ce qui est la voie féministe dans la vie personnelle. Personne ne peut, en vertu d'une conscience de sexe plus fermement établie, imposer aux autres femmes ses propres choix de vie, ses propres modèles d'identification.

Chacune tente d'échapper au patriarcat comme elle l'entend, refuse les règles et les habitudes qui lui sont le plus insupportables et qu'elle réussit à transgresser, construit son équilibre du moment entre les normes patriarcales et leur dépassement.

Je crois que nous allons vivre longtemps dans un savant mélange d'oppression et de libération; que nos rapports avec les hommes, les enfants, les institutions, resteront contradictoires et qu'il nous faudra bien «faire avec». Nous ne sommes pas une génération sacrifiée sur l'autel de l'abolition des classes de sexe; nous vivons une époque de transformations qui durera aussi longtemps que nous tiendrons.

Je sais que mes positions seront rejetées comme petites-bourgeoises et réformistes par celles qui se rassureront ainsi sur leur pureté révolutionnaire. Mais je n'accepte plus la dictature d'avant-gardes, auto-proclamées, sur quelques critères que ce soit, ni la culpabilisation au nom du prolétariat, ou des masses. Le radicalisme est sans doute nécessaire à certains moments de l'histoire pour faire éclater le ron-ron d'une société qui tourne en rond; mais il n'est pas une valeur éternelle.

octobre 1982  
Françoise Picq

32. Comme le proposent les lesbiennes radicales aux femmes prises dans l'hétérosexualité : «l'affirmation ouverte de l'existence, de la possibilité et du sens politique du lesbianisme peut les aider à sortir de l'hétérosexualité», *op.cit.*